

Rapport d'exécution budgétaire 2020 de la Caisse des Dépôts

CUEP du 20 juillet 2021

Secrétariat général du Groupe
Direction des finances du Groupe



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE

Sommaire

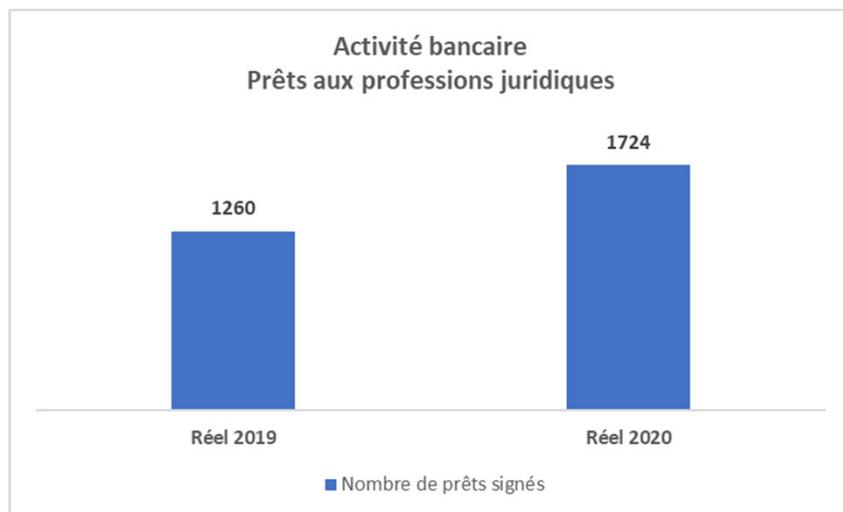
01	Stratégie et Activité	03	05	Synthèse financière	21
02	Charges brutes	08	06	Annexes	24
03	Investissements	17			
04	Crédits d'intervention	19			



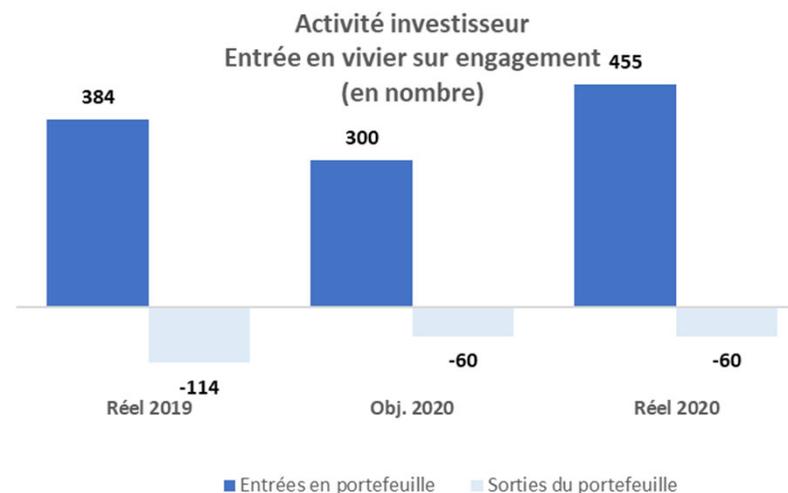
01

Stratégie et activité

Une forte mobilisation de la Banque des Territoires en 2020 au service des clients et des territoires



La Banque des Territoires a fortement accompagné ses clients dans la crise sanitaire en 2020. Elle a dans ce cadre mis en place des financements d'urgence pour l'ACOSS. Elle a également soutenu ses clients professions juridiques en mettant en place des prêts de trésorerie d'urgence et a continué à accompagner les installations. Le volume des prêts consentis a augmenté de 38% et leur montant a progressé de 33%.

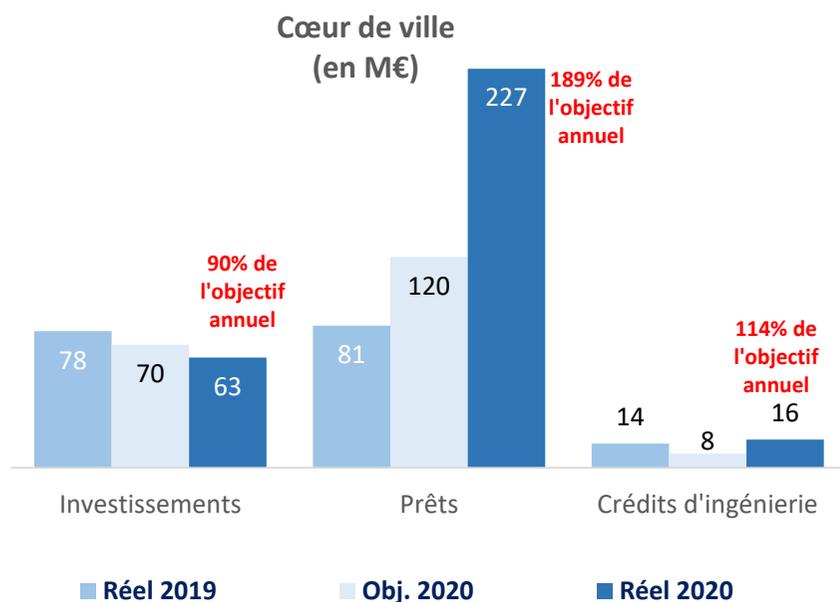


L'activité d'investissements dans les territoires a poursuivi sa progression en 2020. Le niveau d'engagements annuels d'investissements s'élève ainsi à 1,7 Md€ à fin décembre 2020, soit 188% de plus que l'objectif annuel (905 M€).

Les entrées en vivier progressent de plus de 18% par rapport à 2019 et représentent 152% de l'objectif avec 455 entrées.

60 sorties du portefeuille ont été réalisées en 2020, soit 100% de l'objectif.

Une forte mobilisation de la Banque des Territoires en 2020 au service des clients et des territoires



La dynamique enclenchée, depuis mars 2018, de l'action en faveur des Cœurs de ville s'est poursuivie en 2020.



A fin décembre 2020, la plateforme enregistre plus de 581 793 visites, dont 560 090 visiteurs uniques. La croissance de 42% de ces visites uniques matérialise l'attractivité de la plateforme de la Banque des Territoires.

Politiques Sociales ■

Poursuite de la croissance de l'activité



Nombre de retraites liquidées

656

740



2019

2020

■ Nombre de liquidations traitées (en milliers)



Relation client

7 181

7 550



2019

2020

■ Nombre de contacts clients DPS tous canaux confondus (en M)

— Nombre de contacts clients traités par ETP



Formation professionnelle (en M et en cumulé depuis la création du CPF puis du MCF)

2,4

3,6



2015-2019

2020

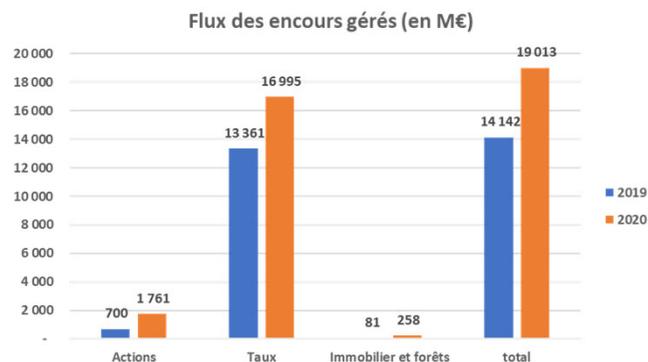
■ Nombre de formations CPF (financement validé)

Dans un contexte de crise sanitaire et de travail à distance, la Direction des Politiques Sociales a réussi à absorber une croissance des volumes d'opérations traitées (liquidations de retraites, contacts clients, Formations CPF,...)

Gestions d'actifs ■

Une initiative de place pour contribuer à la relance

Les Gestions d'actifs, en lien avec la Fédération Française de l'Assurance, a lancé une initiative de place afin de faire effet de levier sur sa capacité d'investissement pour mobiliser 2 Md€ au service de la relance de l'économie et dans une volonté de répondre aux besoins que vont connaître les entreprises françaises. Par ailleurs, les Gestions d'actifs ont exercé, en 2020, leur rôle d'acteur contracyclique en restant totalement présentes sur le marché au plus fort de la crise. Les flux ont ainsi nettement progressé par rapport à 2019.



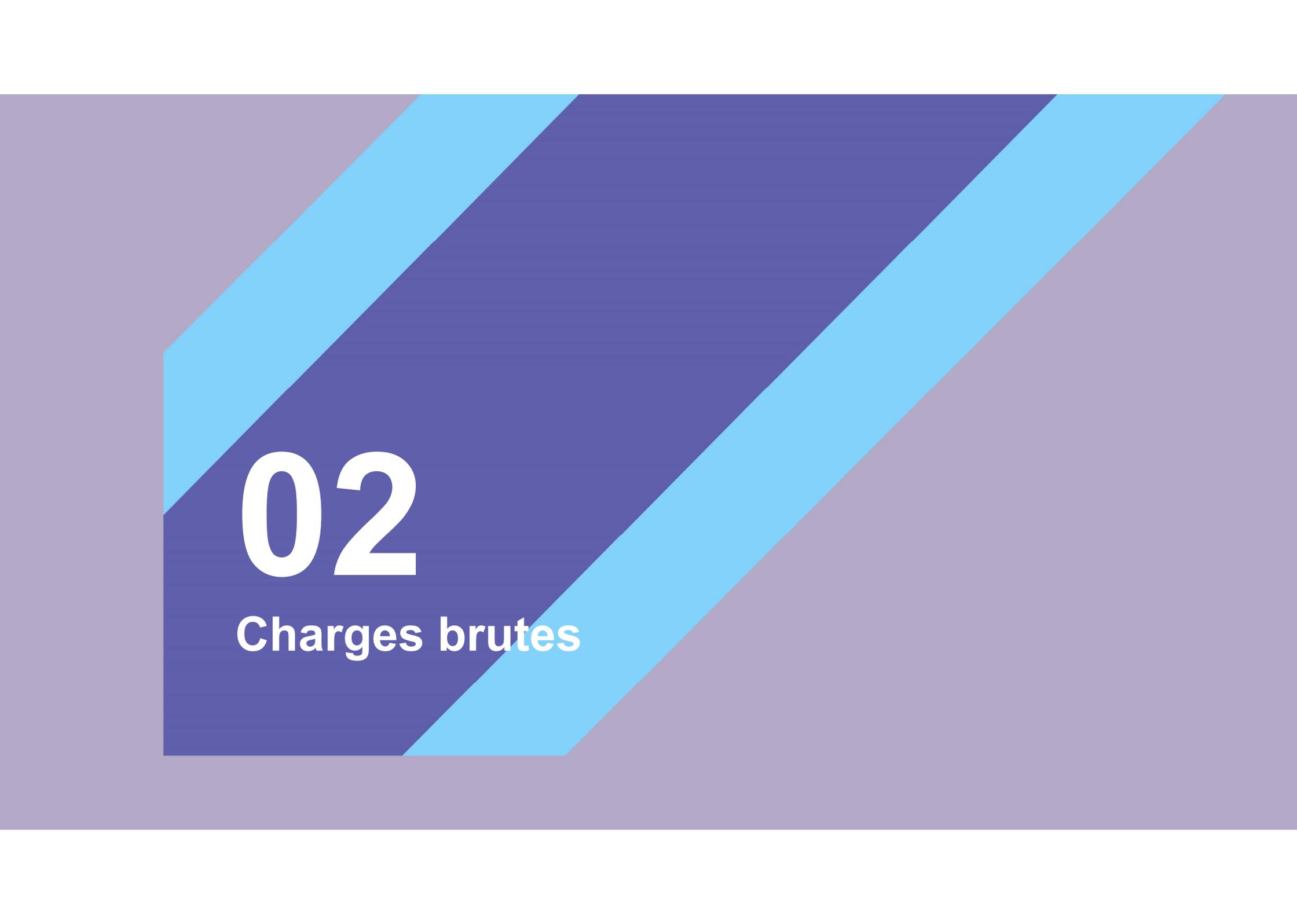
Participations stratégiques ■

La constitution du Grand Pôle Financier Public en 2020

Les Participations stratégiques ont, en 2020, finalisé l'opération Mandarine et intégré SFIL à compter du 30 septembre.



GPS a par ailleurs accompagné les filiales du Groupe dans la gestion de la crise et dans leur développement.

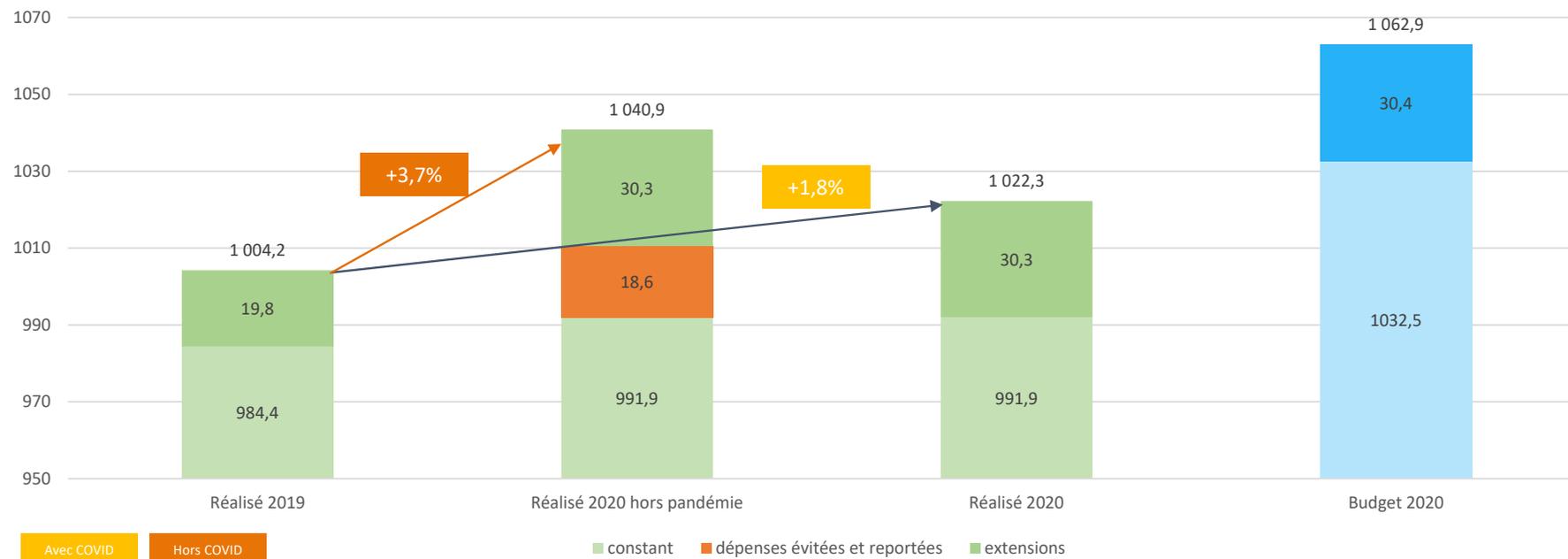


02

Charges brutes

Evolution 2019-2020 des charges brutes

Trajectoire de charges brutes (M€)

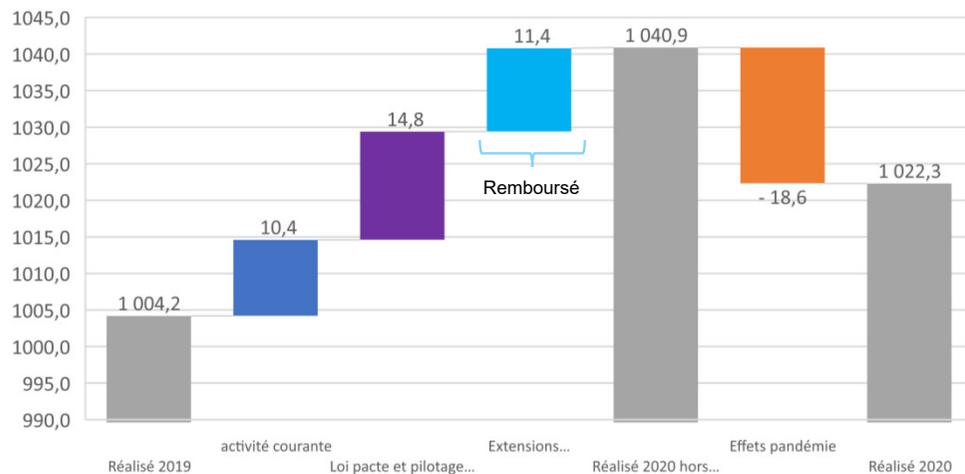


- Les charges brutes réalisées 2020 s'élèvent à **1 022,3 M€** vs 1 004,2 M€ en 2019.
- La progression des charges brutes 2020 par rapport au réalisé 2019 est ainsi de **+1,8%** avec les extensions et de **+0,8%** sur le périmètre constant.
- Les effets nets de la pandémie ont été estimés à 18,6 M€ sur 2020 (sur la base des hypothèses décrites en p11). Corrigé de ces effets, le réalisé 2020 aurait été de 1 040,9 M€, soit une croissance de **+3,7%**, inférieure à celle prévue au budget (+5,8%).

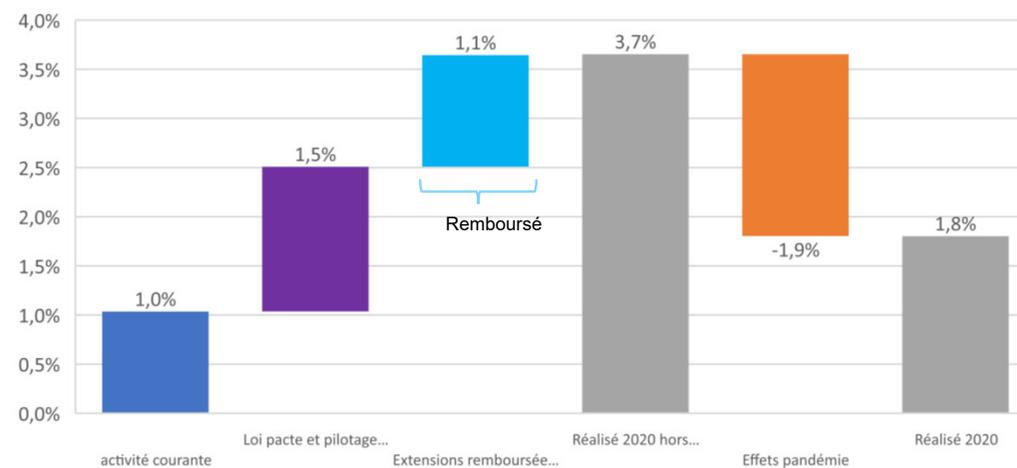
NB : La définition des extensions de périmètre présentées dans ce rapport correspond à celle retenue pour le budget 2021 (activités remboursables).

Evolution des charges brutes

En M€



En %

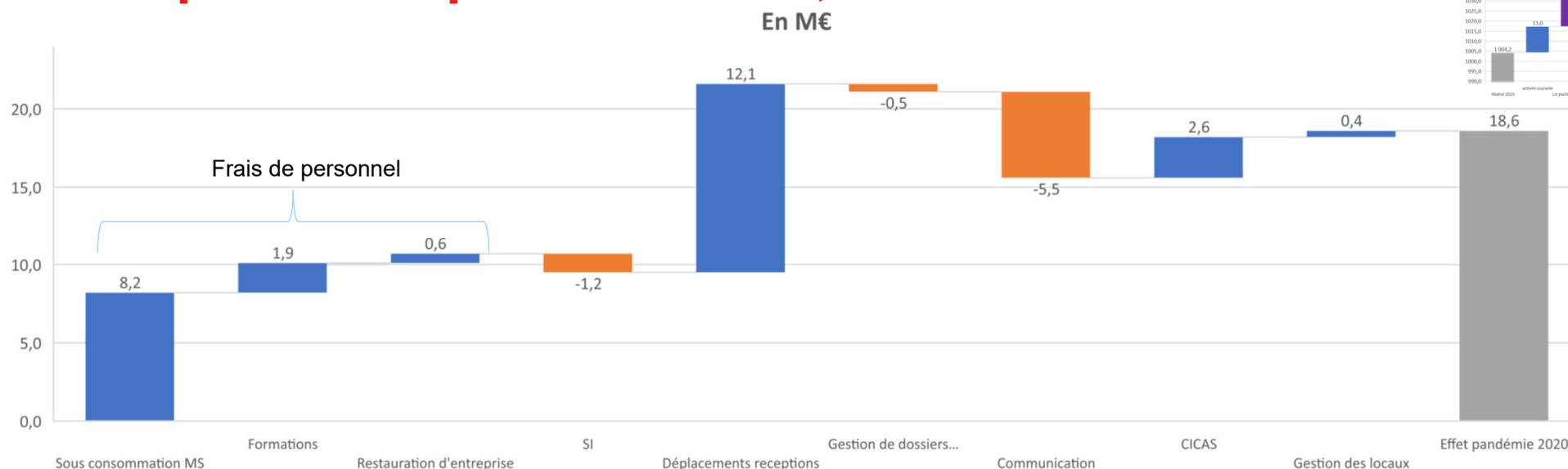


L'augmentation des charges brutes de **+1,8%** se décompose :

- **+1%** sur l'**activité courante** (corrigé des effets de la pandémie)
- **+1,5%** pour le renforcement des moyens liés à la Loi Pacte et au pilotage Groupe
- **+1,1%** pour le renforcement des extensions (activités remboursables)
- **-1,9%** pour les effets nets de la pandémie.

Hors pandémie, la croissance des charges brutes aurait été de **+3,7%**.

Impact de la pandémie : 18,6 M€



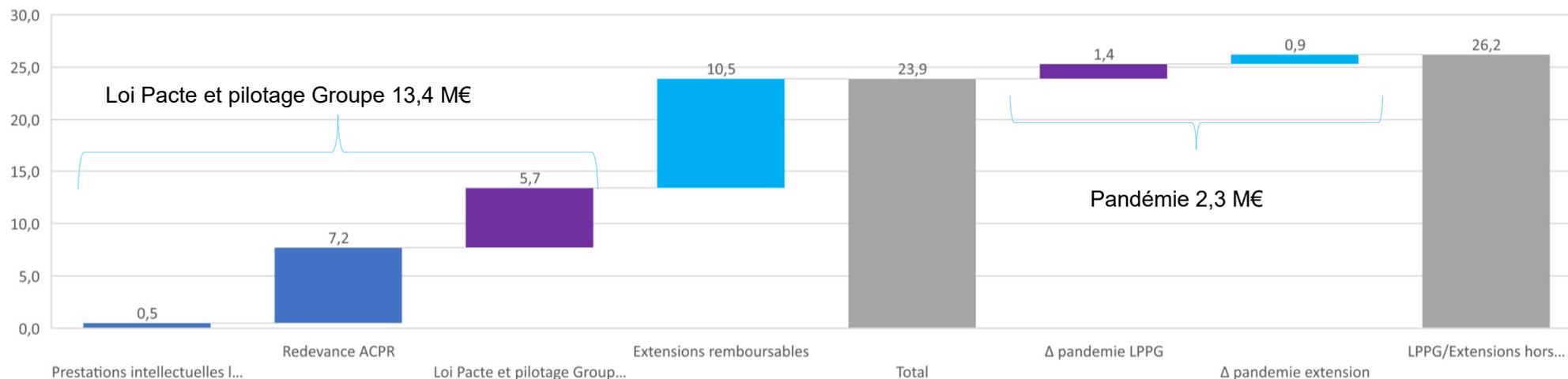
La pandémie a généré des économies en 2020 estimées(*) à 18,6 M€ :

- 8,2 M€ constatés par différence par rapport au budget, après neutralisation des effets prix et des effets volume (dont l'impact des CAA remplacés) non imputables directement à la crise et pouvant s'expliquer par des décalages de recrutements ou par la redéfinition de besoins en cours d'année
- 1,9 M€ concernent des formations qui n'ont pu avoir lieu en présentiel et 0,6 M€ concernent la moindre fréquentation des restaurants d'entreprise
- -1,2 M€ matérialisent l'augmentation des dépenses de fonctionnement informatique (principalement achats des équipements portables)
- 12,1 M€ sont liés aux moindres déplacements, événements et réceptions.
- -0,5 M€ concernent l'augmentation des frais de gestion de dossiers contentieux liés à la crise
- -5,5 M€ concernent le redéploiement du budget des événements vers d'autres moyens de communication pour accompagner le Plan de relance
- 2,6 M€ sont liés à la fermeture des centres de gestion (CICAS) lors des différents confinements et 0,4 M€ à la sécurité (chômage partiel et baisse des présences sur site)

(*) L'estimation est basée pour la masse salariale sur l'écart entre le budget 2020 et le réalisé sur les rubriques directement corrélées avec le volume d'activité et pour les autres dépenses sur les écarts entre 2019 (hors pandémie) et 2020

Loi Pacte et Pilotage Groupe et Extensions d'activités remboursables

En M€

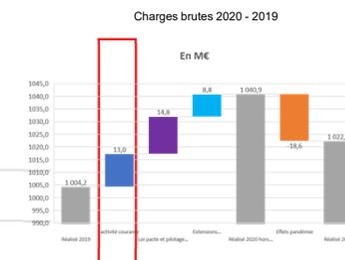
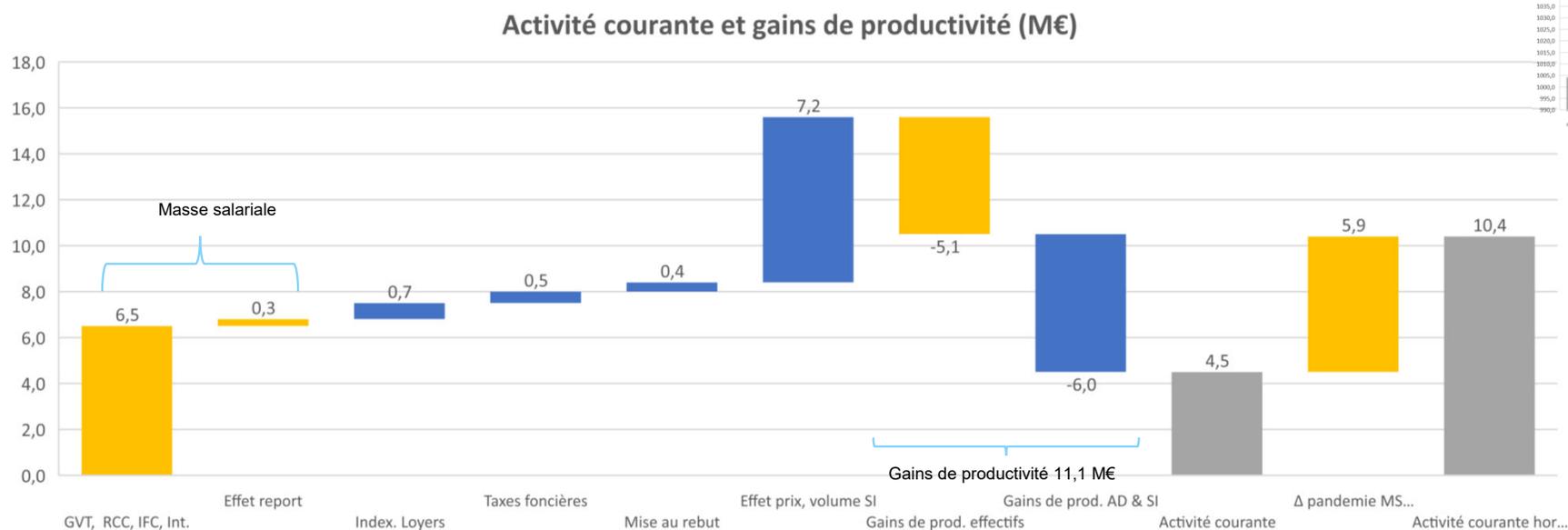


Les moyens consacrés à la loi Pacte sont en hausse de +13,4 M€ auxquels s'ajoutent +1,4 M€ de masse salariale correspondant à des recrutements reportés sur 2021.

- 0,5 M€ concernent une augmentation des besoins d'appui externe **pour faire face aux nouvelles exigences** (RAF, ICAAP/ILAAP).
- **7,2 M€ de hausse de la redevance versée à l'ACPR.**
- **5,7 M€ concernent l'effet des recrutements pour renforcer les fonctions** de contrôle, de conformité, de gestion des risques et de pilotage des filiales en lien avec la Loi Pacte.

Les moyens supplémentaires affectés aux extensions s'élèvent à 10,5 M€ sous l'effet des recrutements pour renforcer les mandats remboursables : PIA, Mon compte formation, plateforme handicap, modernisation des systèmes de retraites publiques (dont coopération avec le SRE) auquel s'ajoute 0,9M€ de report des recrutements sur 2021.

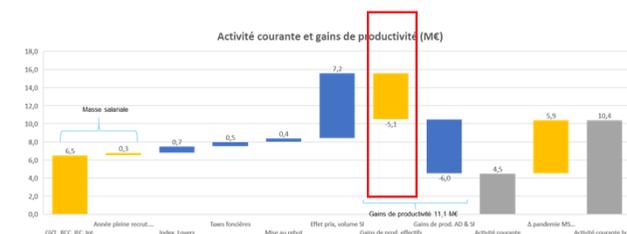
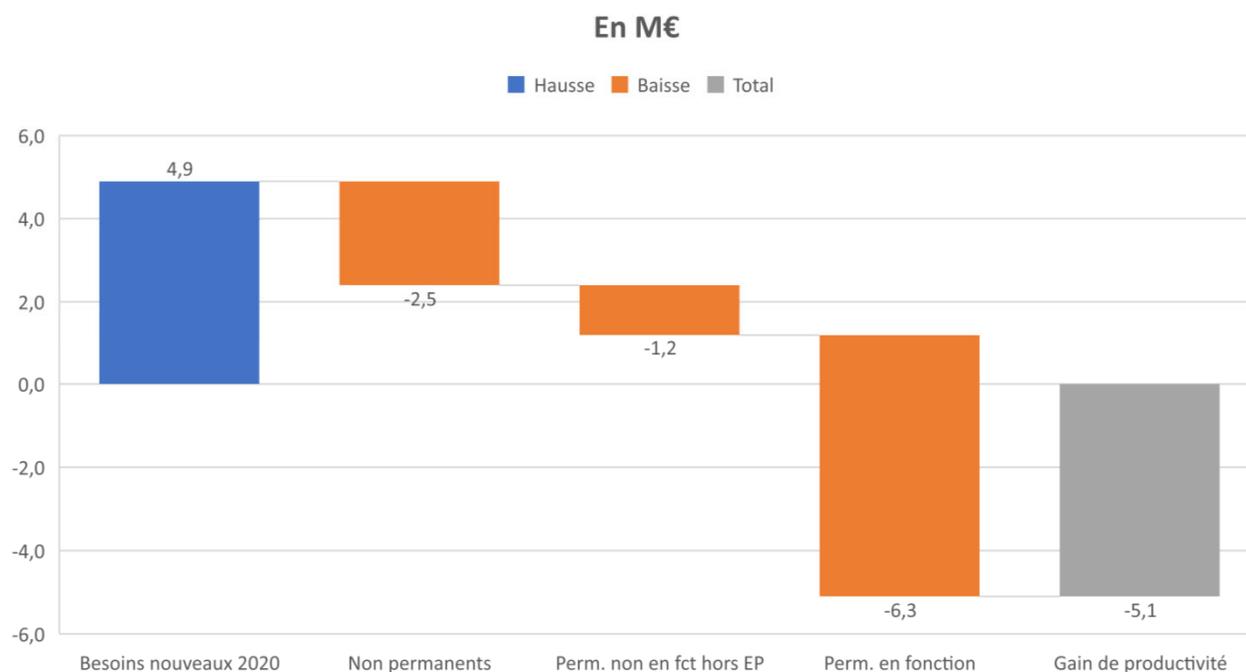
Activité courante et gains de productivité



Environ 11 M€ de gains de productivité ont été dégagés en 2020 sur l'activité courante :

- L'activité courante doit absorber les effets sur 2020 des indexations et des décisions antérieures prises pour 15,6 M€ :
 - La hausse des principaux effets prix de la masse salariale représente +6,5 M€ (avec un GVT net de 1 %)
 - Pour l'informatique, les indexations de prix (1,7 M€), l'effet volume (+5,5 M€) et les mises au rebut (0,4 M€) pèsent pour +7,6 M€
 - Les indexations de loyers (0,7 M€) et la hausse de taxes foncières (+0,5 M€)
- Les gains de productivité sont évalués à 5,1 M€ sur la masse salariale et à 6,0 M€ pour les autres dépenses.
- L'effet pandémie sur la masse salariale de l'activité courante est de 5,9M€ (et 2,3 M€ en extension et Loi Pacte cf p12 pour atteindre les 8,2M€).

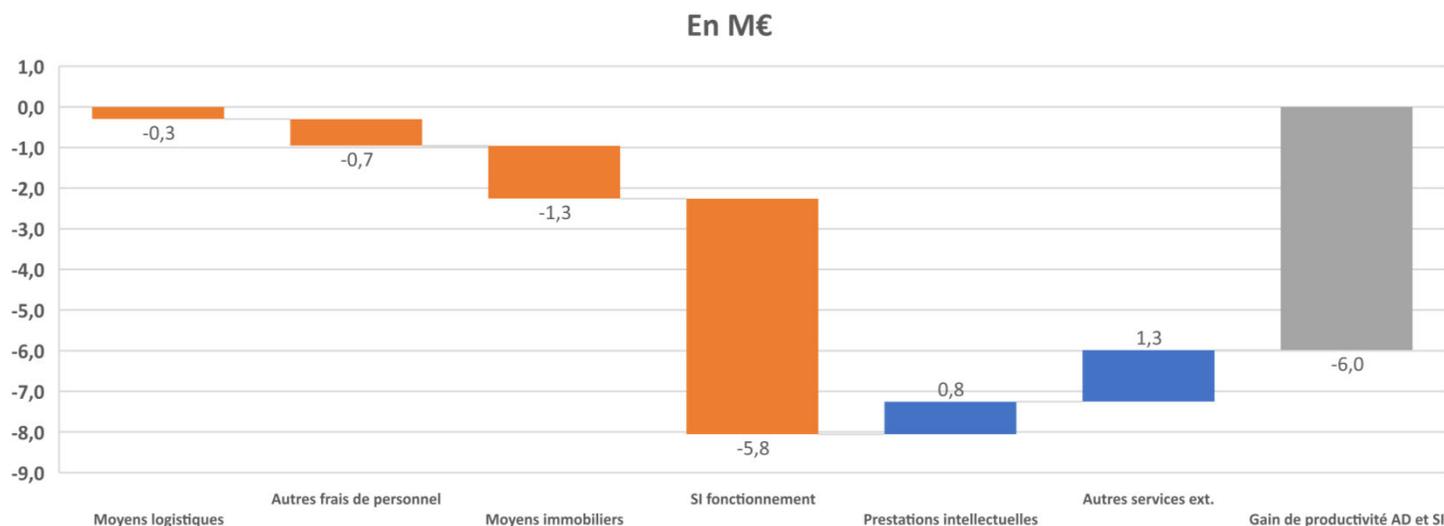
Gains de productivité sur la masse salariale



Le réalisé 2020 intègre près de 5,1 M€ de gains de productivité sur la masse salariale pour l'activité courante :

- Ces gains sont issus de plusieurs sources :
 - 2,5 M€ de réduction de besoins en non permanents pour faire face aux absences maladie ou au surcroît d'activité (abandon de la campagne estivale des agents occasionnels)
 - 1,2 M€ de réduction des permanents non en fonction : mises à disposition, CLD, CLM, ...
 - 1,3 M€ de moindres dépenses sur les permanents en fonction qui correspondent aux effets nets des redéploiements : 6,3 M€ de réduction de besoins ayant permis de financer 4,9 M€ de besoins nouveaux (52,5 ETPT) portant principalement sur les extensions réintégrées dans le courant (impact de la nouvelle définition des extensions)

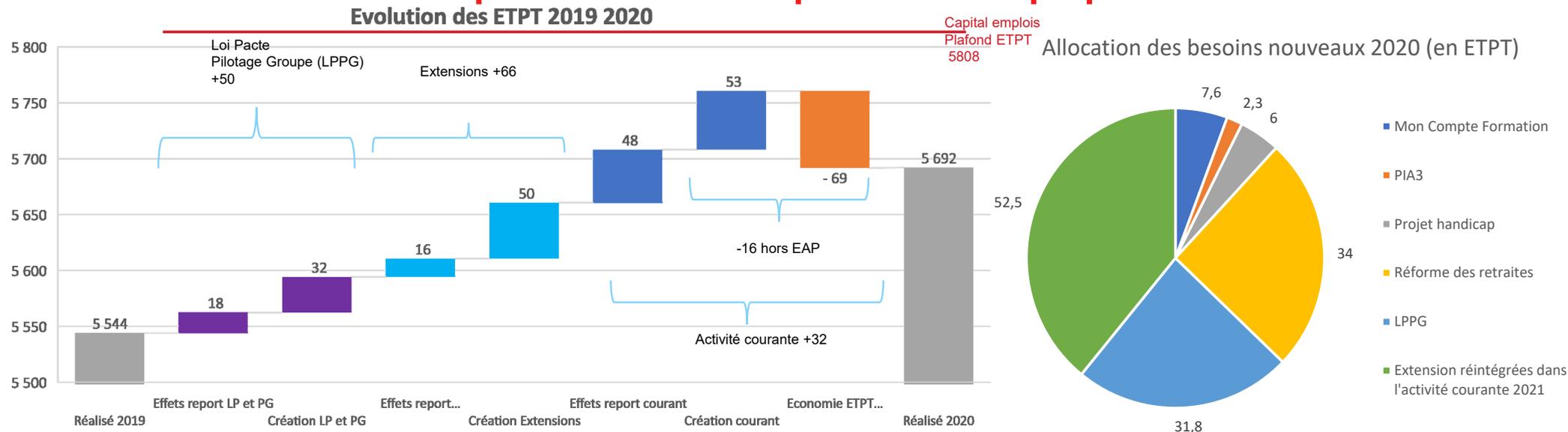
Gains de productivité sur les autres dépenses et SI



Les réalisations 2020 intègrent 6,0 M€ de gains de productivité pérennes sur les autres dépenses et le SI :

- 0,3 M€ pour l'optimisation des moyens logistiques
- 0,7 M€ pour la réduction des autres frais de personnels
- 1,3 M€ concernent la rationalisation des moyens immobiliers
- 5,8 M€ pour le fonctionnement informatique (Plan de performance d'ICDC : internalisations, renégociations contrats, décommissionnement)
- Ces gains ont été en partie redéployés vers :
 - -0,8 M€ de prestations intellectuelles supplémentaires (honoraires des CAC, Grandissons ensemble, RCC, schéma directeur immobilier)
 - -1,3 M€ de sous-traitance supplémentaire (externalisation) : numérisation des archives, Saas, correspondants informatiques

Evolution des besoins permanents en équivalent temps plein travaillés

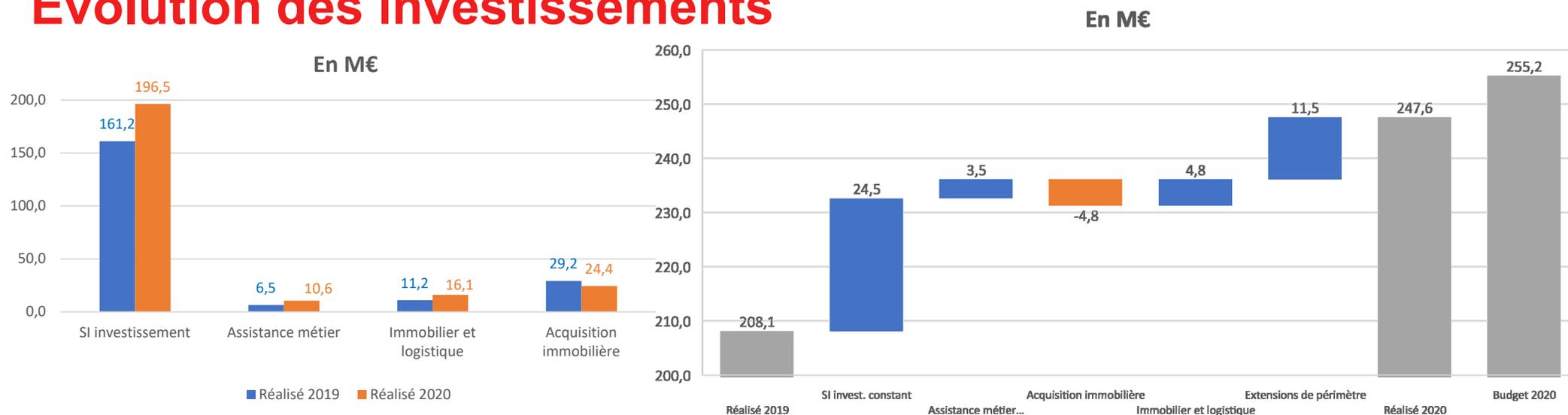


- Le réalisé 2020 s'élève à 5692 ETPT en hausse de 148 ETPT par rapport à la consommation estimée en 2019 (le pilotage en emplois budgétaires ayant été introduit pour l'exercice 2020, le réalisé 2019 est évalué selon la même méthodologie). Cette évolution se décompose comme suit :
 - La consommation d'emplois sur le périmètre **loi Pacte et pilotage du Groupe** augmente de **+50,2 ETPT** dont 18,4 ETPT induits par l'effet report des recrutements de 2019 et 31,8 ETPT alloués au titre de besoins nouveaux financés en 2020 pour les directions.
 - La consommation d'emplois sur **les extensions remboursables** évolue selon les mêmes mécanismes de **+66,3 ETPT** : 16,4 ETPT d'effet report 2019 et 49,9 ETPT de nouveaux besoins financés sur 2020.
 - Sur **l'activité courante**, l'augmentation de **+32 ETPT** tient compte des activités intégrées dans ce périmètre en 2021 qui figuraient en extensions en 2020.
 - Celles-ci ont bénéficié d'un financement de **52,5 ETPT au titre de besoins nouveaux**. Le rattachement à l'activité courante d'un effet report de 47,5 ETPT des recrutements 2019 sur 2020 est par ailleurs imputable pour l'essentiel à ce changement de périmètre.
 - Parallèlement, **un effort de -68,8 ETPT** sur l'activité courante a permis de financer par redéploiement une partie des besoins nouveaux. Hors effet report, 16,3 ETPT ont ainsi été dégagés de l'activité courante vers les autres périmètres.

03

Investissements

Evolution des investissements



Avec 247,6 M€, les investissements 2020 sont en hausse de +39,5 M€ par rapport à 2019 :

- La forte hausse des investissements informatiques concerne principalement le déploiement de la stratégie de plateforme (MCF, BDT, Next), les équipements nomades, le plan de digitalisation et d'optimisation des processus internes, la poursuite de la modernisation des SI (Sigma, DataFinance, SI prêts Fidelio)
- L'assistance métier, qui couvre l'accompagnement métier des projets, augmente avec les grands projets (SI prêts Fidelio, Sigma, SI Risques et pilotage Groupe, plateforme BDT) et l'accompagnement de la transformation des outils numériques
- Les acquisitions immobilières sont en baisse en lien avec le nouveau calendrier d'Angers St Laud (versement reporté en 2021 pour 13,8 M€)
- Les investissements immobilier et logistique sont en hausse en lien avec le plan de rénovation des toitures et terrasses (+0,9 M€), les dépenses liées à la modernisation de l'environnement de travail (+3,0 M€), les équipements techniques (+1,4 M€), le déploiement des smartphones (+0,8 M€), compensés partiellement par l'arrivée à échéance fin 2019 du plan patrimonial environnemental (-1,4 M€)

Par rapport au budget 2020, l'écart de -7,6 M€ s'explique par les acquisitions immobilières (-14,4 M€), l'immobilier et logistique (-5,0 M€) et l'assistance métier (-4,5 M€), en partie redéployé sur les Systèmes d'information (+16,4 M€) en particulier sur les nouveaux besoins de Mon compte formation (+9,3M€).

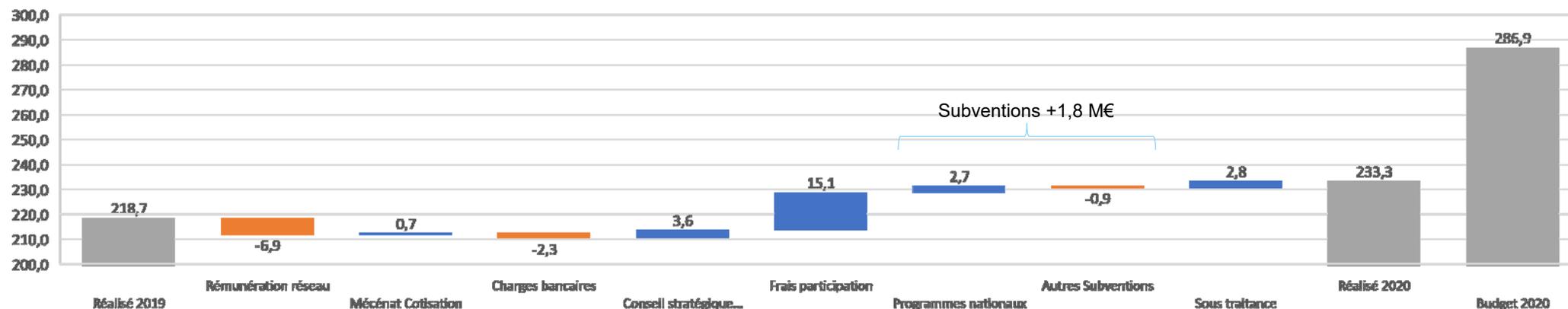


04

Crédits d'intervention

Evolution des crédits d'intervention

En M€



Avec 233,3 M€, les crédits d'intervention sont en hausse de +14,6 M€ par rapport au réalisé 2019, la variation s'explique par :

- -6,9 M€ sur la rémunération du réseau DGFIP, en lien avec l'internalisation partielle de cette prestation.
- +0,7 M€ d'augmentation du Mécénat principalement consacrée à la Danse, dans un contexte de soutien accru en 2020 (plan de relance et crise sanitaire)
- -2,3 M€ liée aux diminutions des activités Réception transmission d'ordres, et des moyens de paiement (carte bleue, chèques).
- +3,6 M€ pour le renforcement des moyens externes de la BDT pour accompagner la hausse de son activité.
- +15,1 M€ pour les frais sur participations et projets d'investissement en lien principalement avec les dossiers La Poste/SFIL.
- +2,7 M€ concernent les programmes nationaux
- -0,9 M€ sur les autres subventions
- +2,8 M€ sur la sous-traitance (plateforme numérique Espaces France services, activités pour CDC Investissement immobilier, bases données financières, frais compensateur de place et dépositaire,...). Cette hausse est en partie remboursée.

La sous consommation du budget 2020 de -53,5 M€ concerne principalement les subventions, les frais sur participations et projets d'investissements, et les prestations de conseil stratégique et financier, elle est en partie liée au décalage entre les engagements et les réalisations.

05

Synthèse financière

Synthèse financière (1/2)

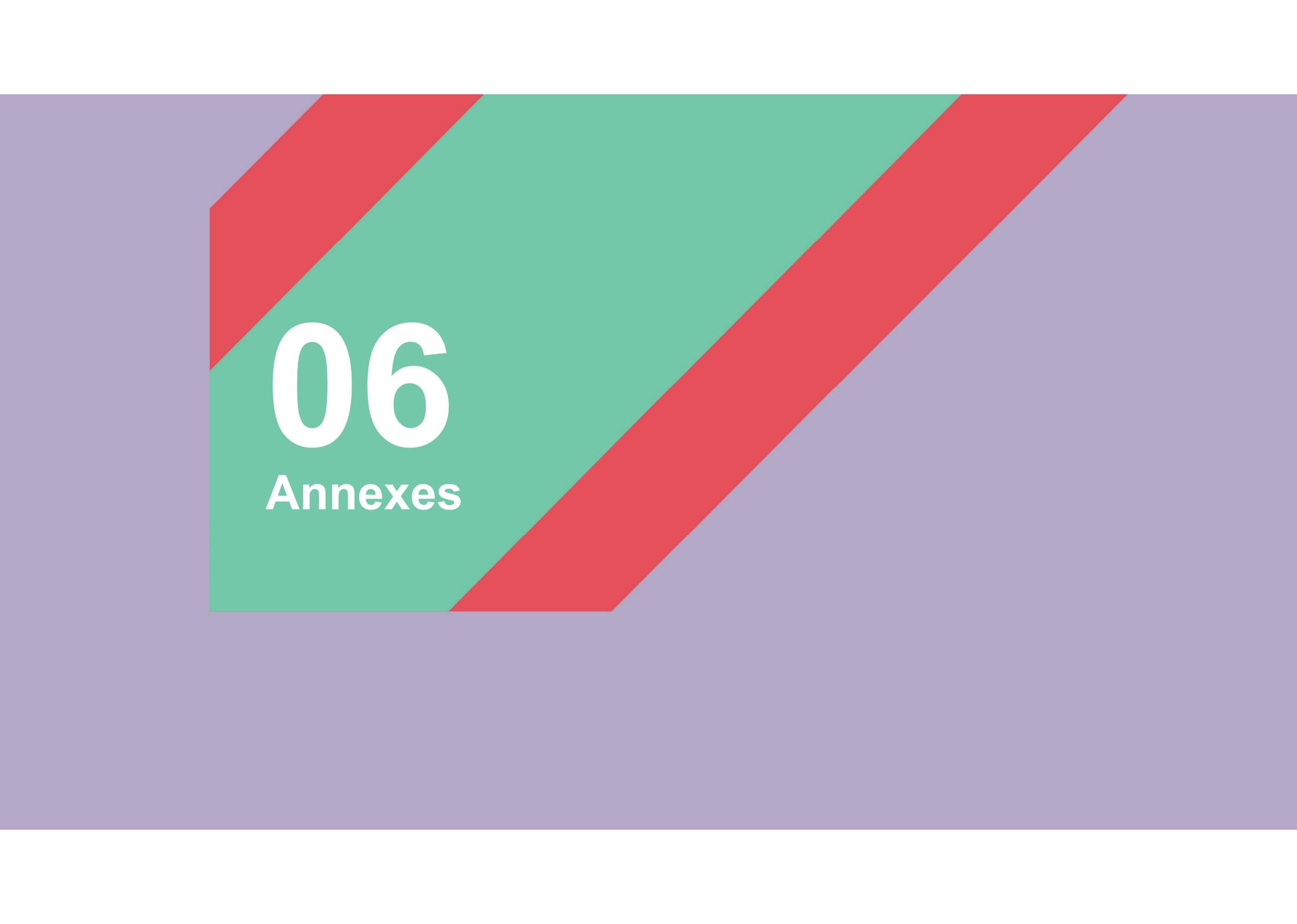
CDC - CAISSE DES DEPOTS en M€		2019 *			2020			2020			Evolution		Evolution	
		Réalisé constant rebasé pour RE 2020	Réalisé Extensions de périmètre rebasé pour RE 2020	Réalisé Total rebasé pour RE 2020	Budget constant	Budget Extensions de périmètre	Budget Total	Réalisé constant	Réalisé Extensions de périmètre	Réalisé Total	Réalisé constant 2020 / Budget constant 2020	Réalisé Total 2020 / Budget Total 2020	Réalisé constant 2020 / Réalisé constant 2019 rebasé pour RE 2020	Réalisé Total 2020 / Réalisé Total 2019 rebasé pour RE 2020
Fonctionnement	Frais de personnel	727,6	15,4	743,0	753,3	26,3	779,6	731,9	25,5	757,3	-2,8%	-2,9%	0,6%	1,9%
	Masse Salariale	688,1	13,6	701,7	712,3	21,2	733,6	695,5	21,6	717,1	-2,4%	-2,2%	1,1%	2,2%
	Autres frais de personnel	39,5	1,9	41,4	41,0	5,1	46,1	36,4	3,9	40,2	-11,2%	-12,7%	-8,0%	-2,8%
	Frais de fonctionnement	256,8	4,3	261,2	279,2	4,1	283,2	260,1	4,9	264,9	-6,8%	-6,5%	1,3%	1,4%
	Système d'Information	131,8	1,8	133,6	135,0	1,7	136,7	134,9	2,8	137,6	-0,1%	0,7%	2,3%	3,0%
	Moyens généraux	74,3	2,4	76,7	78,5	1,9	80,4	61,3	1,9	63,2	-21,9%	-21,4%	-17,5%	-17,5%
	Services extérieurs	33,7	0,2	33,9	41,7	0,4	42,1	39,2	0,1	39,4	-5,9%	-6,6%	16,3%	16,2%
	Impôts et taxes	17,0	0,0	17,0	24,0		24,0	24,7	0,0	24,7	3,1%	3,1%	45,3%	45,2%
	Total charges brutes	984,4	19,8	1 004,2	1 032,5	30,4	1 062,9	991,9	30,3	1 022,3	-3,9%	-3,8%	0,8%	1,8%
	Investissement	Système d'information	140,9	20,3	161,2	159,3	20,8	180,1	165,4	31,1	196,5	3,9%	9,1%	17,4%
Assistance métier		5,7	0,8	6,5	13,8	1,4	15,2	9,2	1,5	10,6	-33,4%	-29,9%	60,6%	62,9%
Immobilier et logistique		11,2	0,0	11,2	21,1	0,0	21,1	16,0	0,0	16,1	-23,9%	-23,9%	43,3%	43,3%
Acquisition immobilière		29,2		29,2	38,8		38,8	24,4		24,4	-37,2%	-37,2%	-16,4%	-16,4%
Total investissements		187,0	21,1	208,1	233,0	22,2	255,2	215,0	32,6	247,6	-7,7%	-3,0%	15,0%	19,0%

* Réalisé 2019 rebasé : intégration des extensions de périmètre vision Réalisé 2020.

Synthèse financière (2/2)

CDC - CAISSE DES DEPOTS en M€		2019 *			2020			2020			Evolution		Evolution	
		Réalisé constant rebasé pour RE 2020	Réalisé Extensions de périmètre rebasé pour RE 2020	Réalisé Total rebasé pour RE 2020	Budget constant	Budget Extensions de périmètre	Budget Total	Réalisé constant	Réalisé Extensions de périmètre	Réalisé Total	Réalisé constant 2020 / Budget constant 2020	Réalisé Total 2020 / Budget Total 2020	Réalisé constant 2020 / Réalisé constant 2019 rebasé pour RE 2020	Réalisé Total 2020 / Réalisé Total 2019 rebasé pour RE 2020
Crédits d'intervention	Rémunération réseau	44,0		44,0	34,2		34,2	37,2		37,2	8,7%	8,7%	-15,6%	-15,6%
	Mécénat et cotisation	9,3	0,0	9,3	10,8	0,0	10,8	9,9	0,1	10,0	-8,8%	-8,0%	6,2%	7,2%
	Charges PNB bancaires	15,3	0,0	15,3	15,4	0,0	15,4	13,0	0,0	13,0	-15,7%	-15,7%	-15,1%	-15,1%
	Crédits d'intervention portés sur PNB Autres	0,1		0,1			0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0%	-44,0%	-44,0%
	Prestations et études de conseil stratégique, financier et juridique	25,3		25,3	31,4	0,0	31,4	28,8		28,8	-8,3%	-8,3%	14,1%	14,1%
	Frais sur participation et projets d'investissement	19,4		19,4	38,4	0,0	38,4	34,4	0,0	34,5	-10,3%	-10,2%	77,5%	77,6%
	Subventions	78,6	0,2	78,9	128,2	0,2	128,3	80,2	0,4	80,7	-37,4%	-37,1%	2,0%	2,3%
	Crédits d'intervention portés sur PNB Soustraitance	26,4		26,4	28,3		28,3	29,2		29,2	3,2%	3,2%	10,5%	10,5%
	Total dépenses sur crédits d'intervention	218,4	0,2	218,7	286,7	0,2	286,9	232,7	0,6	233,3	-18,8%	-18,7%	6,6%	6,7%
	Remboursement sur PNB	-24,0		-24,0	-30,6		-30,6	-28,7		-28,7	-6,1%	-6,1%	19,5%	19,5%
Total crédits d'intervention	194,4	0,2	194,6	256,1	0,2	256,3	204,0	0,6	204,6	-20,3%	-20,2%	5,0%	5,1%	

* Réalisé 2019 rebasé : intégration des extensions de périmètre vision Réalisé 2020.



06
Annexes

Exécution budgétaire 2020 : baisse liée à la pandémie

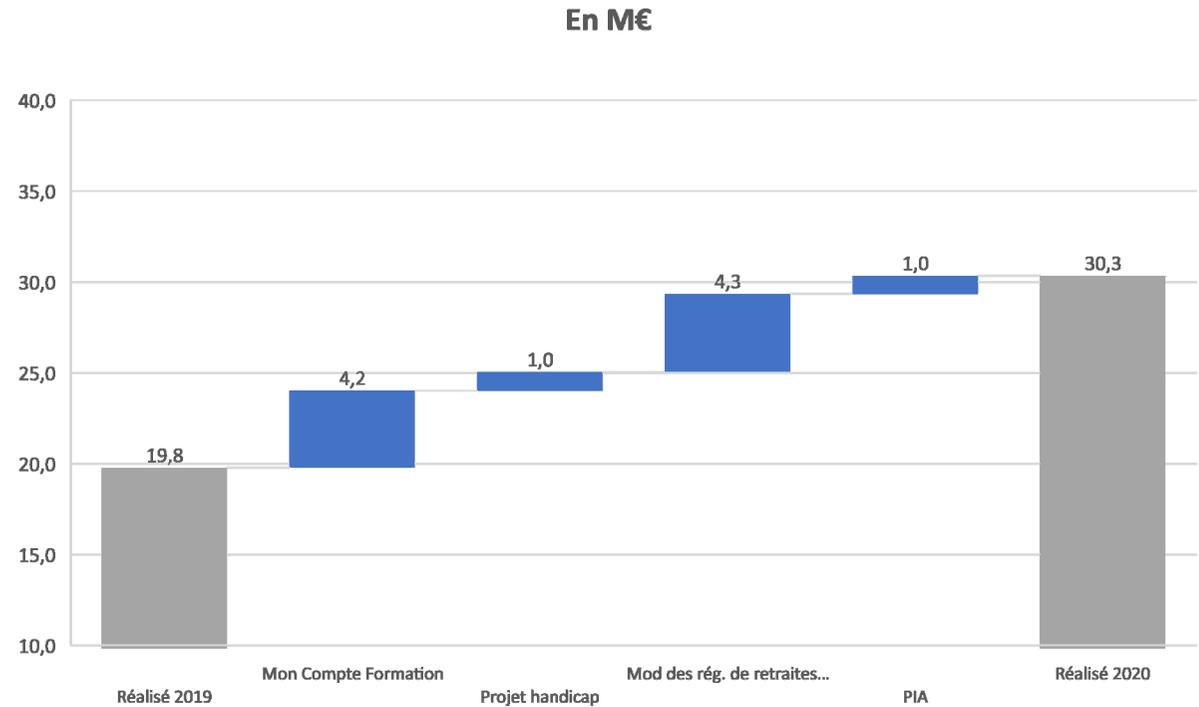
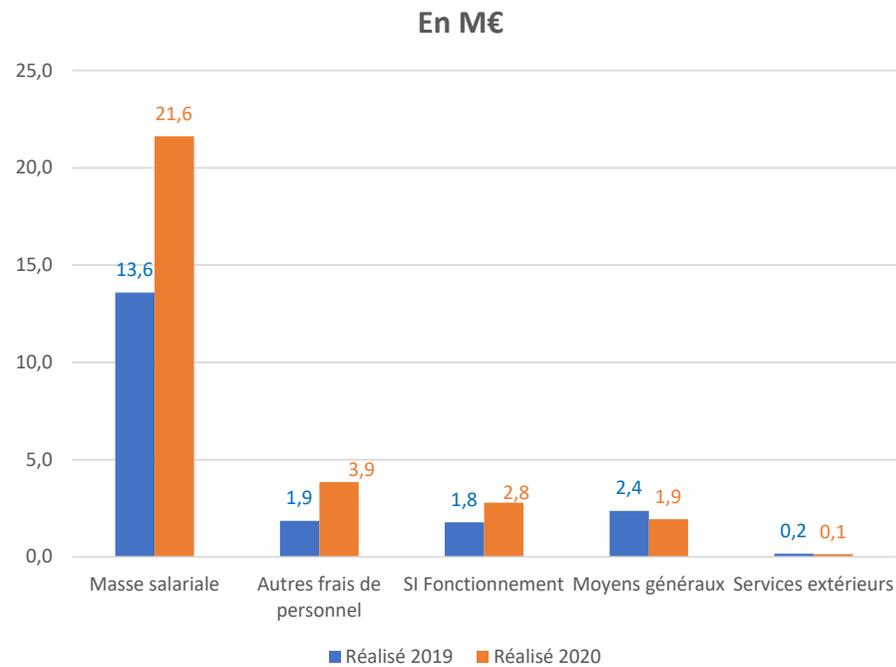
Hors pandémie le taux d'exécution 2020 du budget de charges brutes aurait été voisin de 98%, en amélioration de 0,6 points vs 2019.

CDC - CAISSE DES DEPOTS		Taux d'exécution 2019	Taux d'exécution 2020
Fonctionnement	Frais de personnel	98,6%	97,1%
	Masse Salariale	98,7%	97,8%
	Autres frais de personnel	96,2%	87,3%
	Frais de fonctionnement	94,2%	93,5%
	Système d'Information	96,3%	100,7%
	Moyens généraux	94,0%	78,6%
	Services extérieurs	82,7%	93,4%
	Impôts et taxes	106,4%	103,1%
Total charges brutes		97,4%	96,2%
Investissements	Système d'information	96,4%	109,1%
	Assistance métier	62,9%	70,1%
	Immobilier et logistique	46,6%	76,1%
	Acquisition immobilière	55,8%	62,8%
	Total investissements	82,0%	97,0%
Total crédits d'intervention		83,4%	79,8%

Doctrines des extensions de périmètre

- Pour ce rapport d'exécution budgétaire 2020, **seuls les mandats remboursables** encore dans leur phase de développement **sont inscrits en extension**. Toutes les autres activités sont réintégrées dans le périmètre constant.
- L'identification de projets en extension de périmètre permet d'isoler les **évolutions à périmètre constant sur une base comparable**. Ainsi les évolutions des charges brutes à périmètre constant sont plus directement liées aux activités générant du PNB.
- *9 activités (identifiées en extension à l'atterrissage 2020) sont réintégrées au périmètre constant : internalisation d'activité, Grands programmes nationaux, BPI des quartiers, intensification d'activité, Plan logement, La Poste SFIL, comptes en déshérence, blockchain et data, refinancement d'actif.*

Evolution des extensions de périmètre

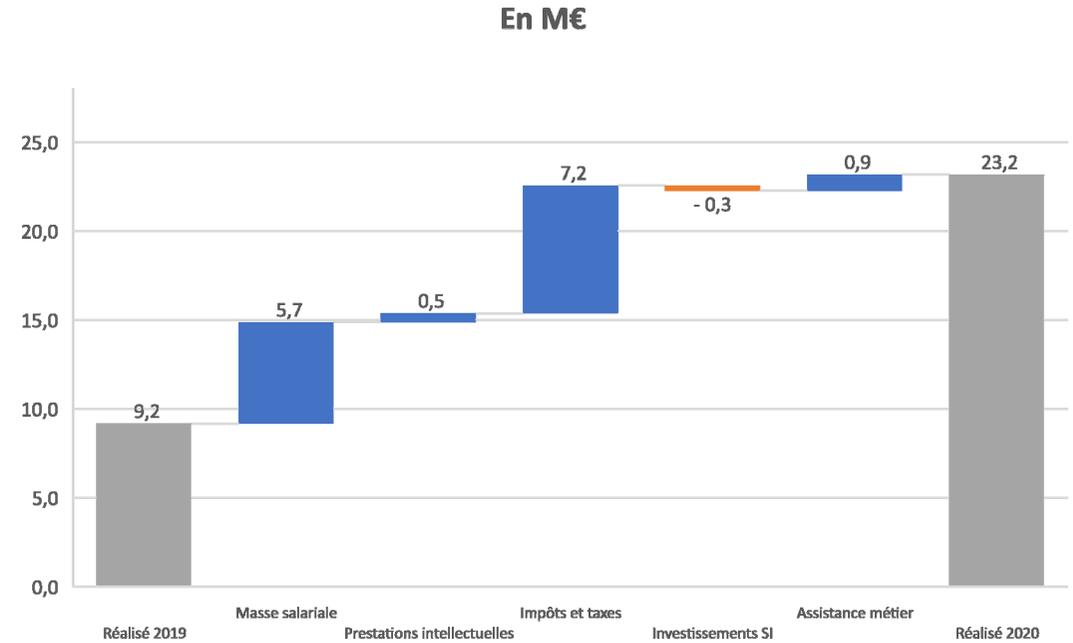
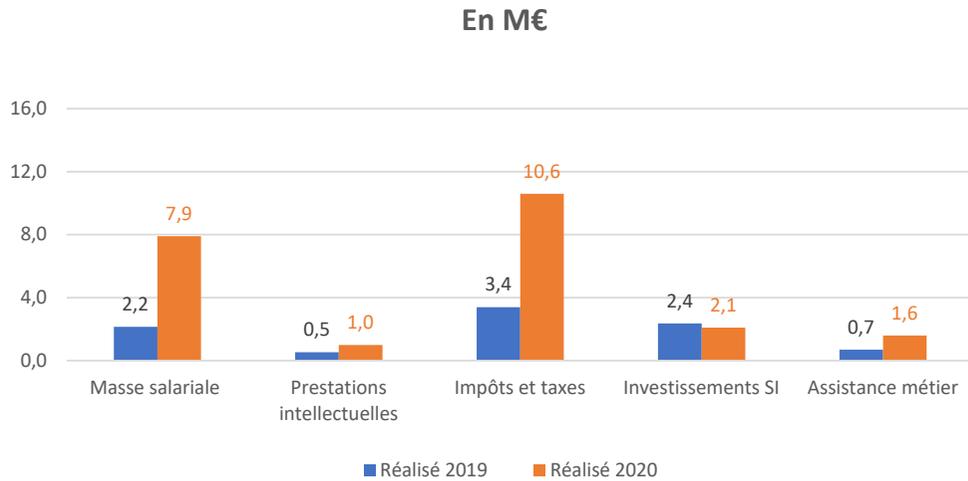


- **En investissement, l'impact est de 32,6 M€ contre 21,1 M€ en 2019** et concerne le projet Mon compte formation (+7,1 M€), Projet handicap (+2,7 M€) et la modernisation des régimes de retraites publics (+1,7 M€)
- La hausse de la masse salariale correspond à +66 ETPT.

Détail des extensions

				(en M€)							
Nom	Description	Horizon périmètre constant	Enjeux économiques	Réalisé 2019				Réalisé 2020			
				Charges brutes	Investissement	Crédits d'intervention	ETPT	Charges brutes	Investissement	Crédits d'intervention	ETPT
Mon compte formation	Initialement projet CPA, devenu CPF et maintenant complété du volet Formation professionnelle, qui poursuit sa montée en charge en 2020.	Le programme reste encore dans sa phase de montée en charge jusqu'en 2021	Dépenses remboursées, effet neutre pour la CDC.	16,4	20,4	0,0	103	20,6	27,5	0,0	132
Projet Handicap	Permet le déploiement pour le compte de l'Etat, d'une plateforme regroupant en un même lieu l'information et une première orientation des personnes handicapées et de leurs employeurs, actuels ou potentiels, sur les champs de la formation professionnelle et de l'emploi.	Le programme reste encore dans sa phase de montée en charge jusqu'en 2021	Dépenses remboursées.	0,3	0,7	0,2	2	1,3	3,4	0,1	9
Modernisation des régimes de retraites publics	Regroupement de plusieurs projets faisant partie intégrante de la réforme des retraites : - Mise en œuvre de la plateforme employeurs « PEPS » - Mise en œuvre du partenariat SRE/DRS - Nouveaux mandats (CESE ;CESU;Avantages et prestations pré retraites CANSSM ;.....) - Etudes actuariat liées à la réforme.	Nouvelle extension lancée en 2020	Les dépenses engagées ont vocation à être remboursées soit par les fonds existants soit par les nouveaux. Chacun des projets envisagés ayant sa propre logique (notamment SRE), les arbitrages à venir sur la réforme des retraites ne sont pas destinés à les remettre en cause.	0,0	0,0	0,0	0	4,3	1,7	0,4	22
PIA3	Mandat opéré par la CDC pour le compte du secrétariat général pour l'investissement	2021	Dépenses remboursées. Rôle complémentaire des missions propres.	3,1	0,0	0,0	31	4,1	0,0	0,0	39
				19,8	21,1	0,2	136	30,3	32,6	0,6	202

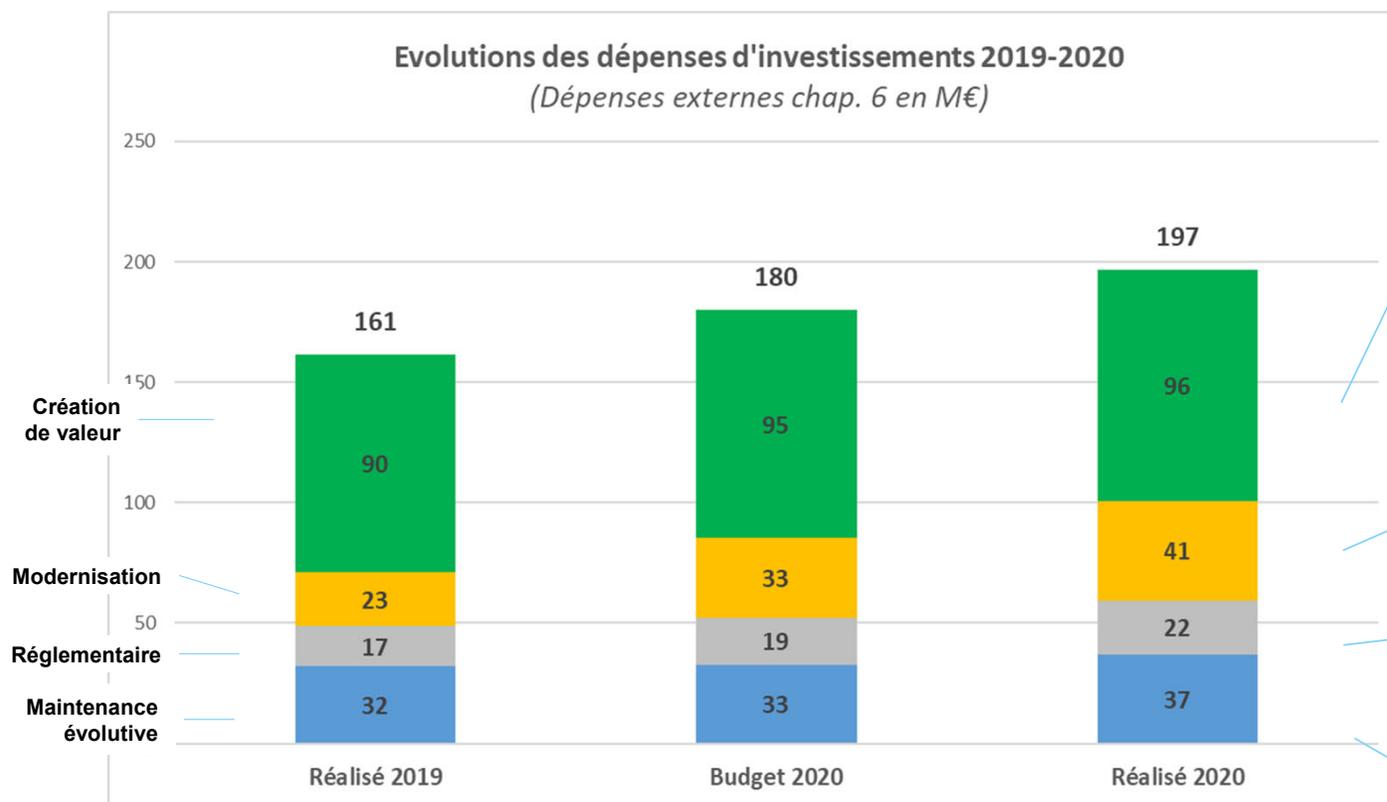
Loi Pacte et Pilotage groupe



Le réalisé 2020 intègre 23,2 M€ au titre de ces dépenses :

- La hausse sur la masse salariale traduit les moyens humains supplémentaires pour faire face aux conséquences de la loi Pacte. Ils correspondent à +50 ETPT entre 2020 et 2019.
- La hausse sur les prestations intellectuelles couvre l'accompagnement des métiers, principalement pour la mise en place ICAAP/ILAAP.
- Les impôts et taxes couvrent la redevance ACPR.
- L'assistance métier concerne principalement la loi Pacte pour accompagner la direction financière.

Une maîtrise des dépenses de maintenance évolutive et une priorisation des actions SI au regard de la valeur créée et de l'amélioration de la performance des métiers



- **Priorisation des actions SI au regard de la valeur créée**

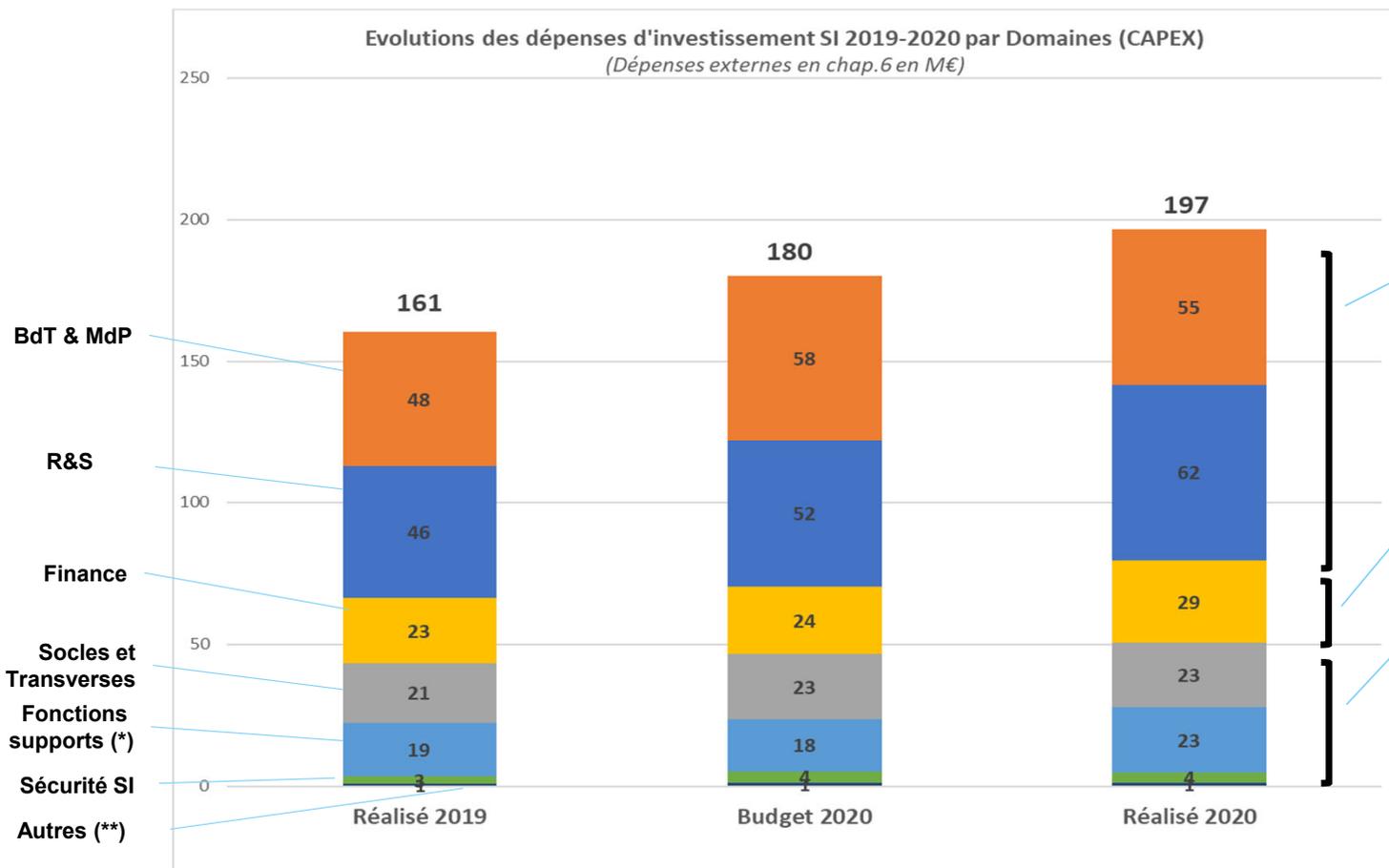
- **Stratégie plateforme ambitieuse** (Formation professionnelle (+6,5 M€ vs 2019), Handicap (+2,7 M€ vs 2019), développement territorial, plateforme digitale interne)
- Evolution de la politique d'équipement de la CDC vers **100 % d'équipements nomades** (projet Wedream) :
- Plan de **digitalisation** et d'**optimisation des processus internes**

- **Plan de modernisation en continu des SI** (Sigma, DataFinance, SI Gestion Prêts,)
- Réponse aux enjeux de **cyberdéfense**

- **Forte augmentation** des adaptations liées aux nouvelles réglementations

- **Maîtrise** des dépenses de **maintenance évolutive** malgré l'augmentation constante du périmètre du SI

Une forte augmentation de la capacité à faire tournée vers le développement stratégique des BU DPS et BdT



- **Forte augmentation des investissements SI pour la plateforme Formation Professionnelle (+ 6,5 M€ vs 2019)** du fait de l'actualisation de la trajectoire en juin 2020 financée par la fongibilité des dépenses au sein du mandat
- Accompagnement de l'optimisation en continu des processus de gestion
- Augmentation des adaptations liées aux nouvelles réglementations (Comptes en déshérence, DSN, ...)

- Poursuite du plan de modernisation du SI de Gestion d'actifs (Sigma, Data Finance...)

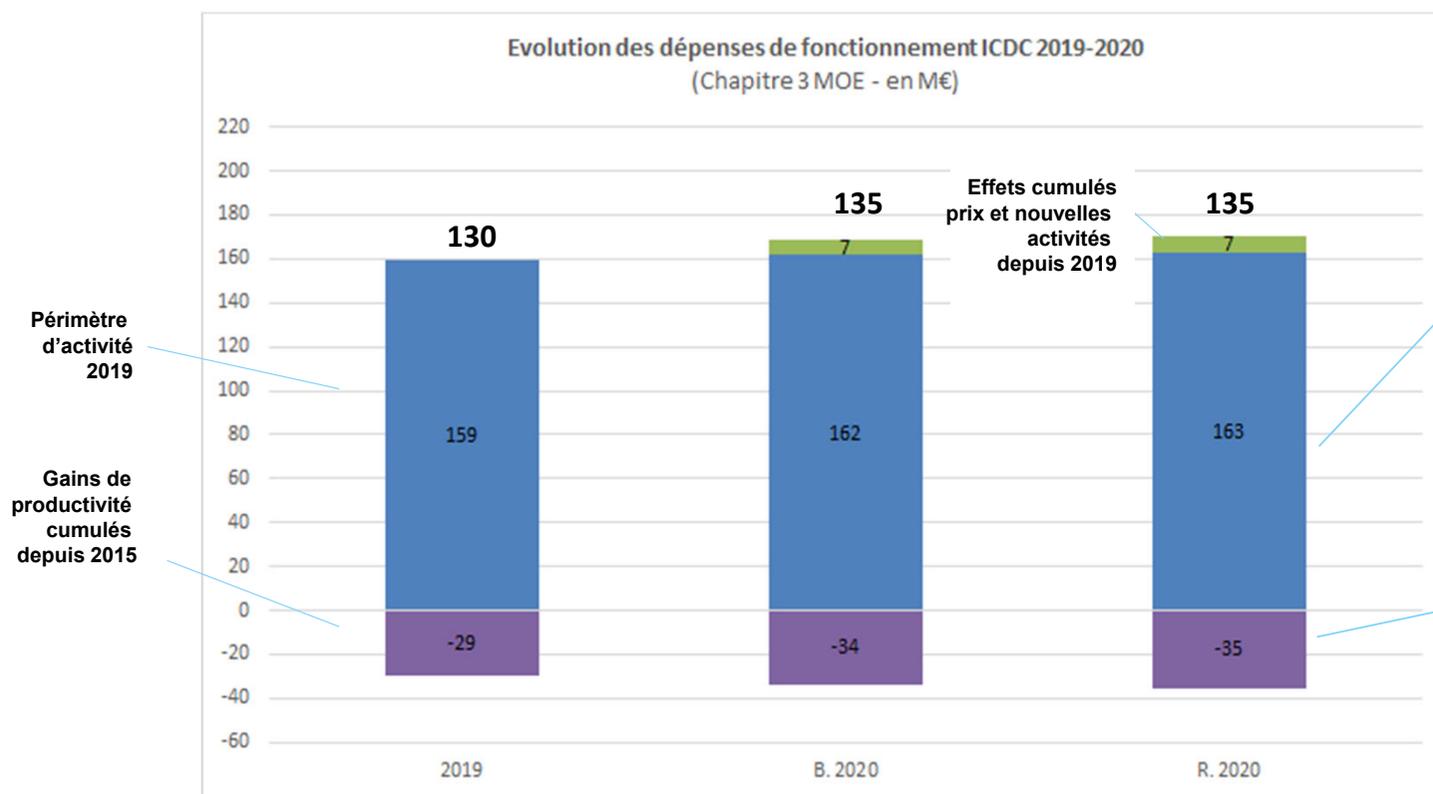
- Croissance maîtrisée des investissements transverses, avec néanmoins une augmentation due à la compensation de + 2 M€ de prestation métier sous forme de contrats d'AMOA

- Et par ailleurs 2% de sous-consommation en masse salariale de MOA, qui ont été compensés par davantage de recours à des prestations externes, répartis sur tous les domaines

(*) Fonctions supports: DG, SGG, DRH, DGDR, DGCO, DGCC, DFSP et DEOF
(**) ERAFP et FRR

Améliorer la performance de la fonction informatique

Une réduction tendancielle des dépenses de fonctionnement visant à absorber au mieux, à court terme, les augmentations de périmètre



Forte augmentation du périmètre SI de la CDC depuis 2019 de + 36 M€ dont :

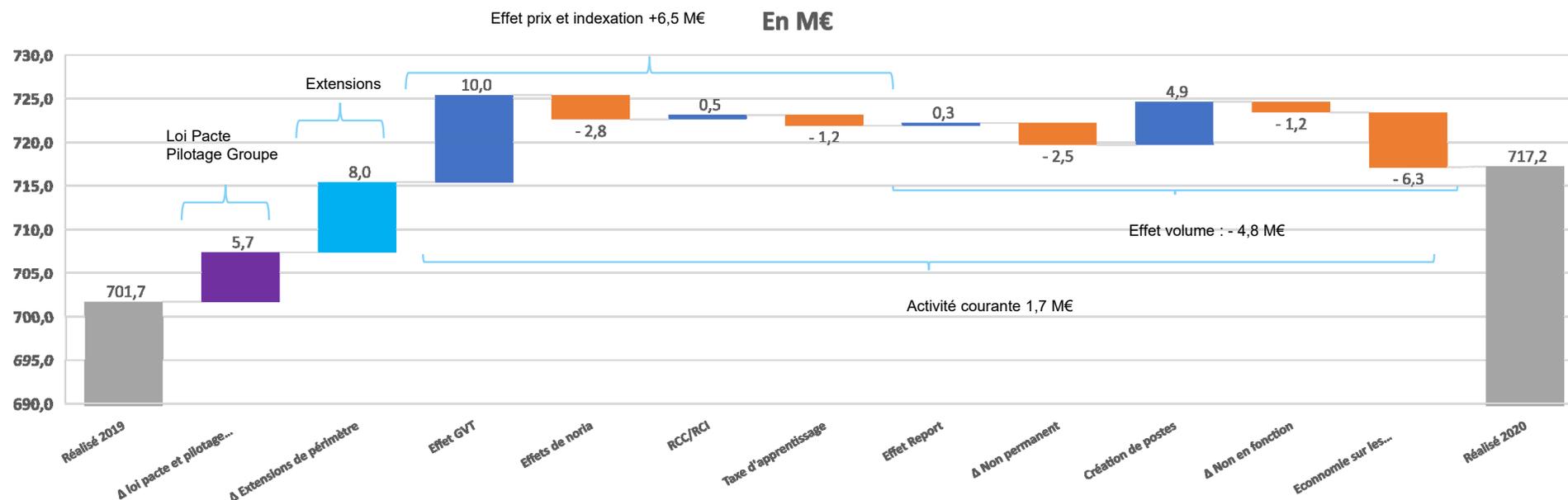
- **La stratégie plateforme** (développement territorial +7 M€, plateforme digitale interne + 1,5 M€, MCF +6,5 M€, Projet handicap +2,7 M€), la politique d'équipement 100% d'équipements nomades (+ 2 M€), le plan de digitalisation et d'optimisation des processus internes (+7,5 M€),
- **le plan de modernisation des SI** (Sigma, DataFinance, SI gestion Prêts) (+3 M€) et la modernisation des régimes de retraites publics (+1,7 M€)

- **les adaptations liées aux nouvelles réglementations (+ 2M€),**

Réduction des dépenses tendancielles de fonctionnement
(Plan de Performance Opérationnelle – PPO) :

- Gains cumulés de -35 M€ de 2015 à 2020 (gains cumulés de - 5,8 M€ sur la période 2019-2020, principalement dus à la rationalisation des infrastructures, à la stratégie Make ou Buy et l'optimisation des coûts de structure et de support du GIE I-CDC).
- Tout en absorbant les effets prix (+ 1,7 M€ soit 2%/an sur la période), ces gains, générés permettent de compenser à court terme, les augmentations de périmètre des systèmes d'information (effet volume de +5,5 M€ sur 2020)

Evolution de la masse salariale



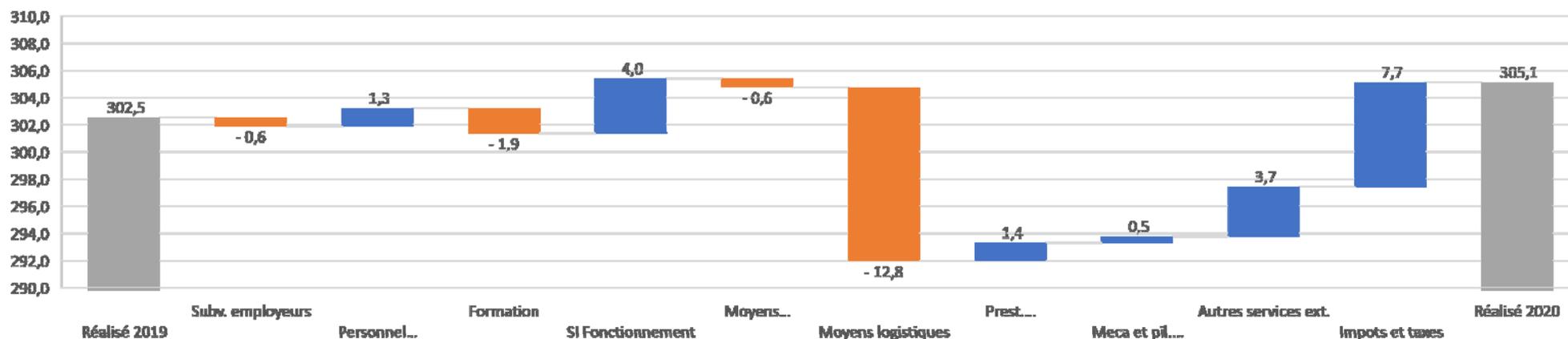
La masse salariale est en hausse de 15,4 M€ sur 2020 par rapport au réalisé 2019 soit une hausse de +2,2% dont :

- +5,7 M€ financent les nouveaux moyens liés à la loi Pacte et au Pilotage Groupe
- +8 M€ concernent les extensions de périmètre
- +1,7 M€ pour l'activité courante :
 - Le GVT solde (GVT positif + effet de Noria) s'élève à +7,3 dont +0,1 M€ intégrés dans la LPPG et les extensions
 - La hausse des indemnités de RCC (+4,1 M€) est compensée par un moindre report de charges au titre des RCI et des indemnités judiciaires pour -3,6 M€
 - Hors GVT et RCC, les effets prix principalement imputables à la hausse de l'intéressement (passage d'un taux de 7 à 7,75 %) sont compensés par une prévision plus précise des reports de charges et un poids moins élevé des primes liés notamment à une moindre dépense constatée suite à l'exonération sociale dont a bénéficié PEPA en 2020 (alors qu'en 2019 la prime était chargée) puis à la non-inscription dans les charges 2020 de sa reconduction sur 2021 - le dispositif n'étant pas reconduit.
 - La taxe d'apprentissage est en baisse de -1,2 M€ du fait de l'année blanche décidée sur ce dispositif
 - Les effets volumes ont un impact de -4,8 M€

La hausse est moins forte que celle prévue dans le budget rectificatif 2020 (4,6%) du fait notamment d'une sous consommation par rapport aux prévisions dans le contexte sanitaire particulier de l'année 2020.

Evolution des autres dépenses et SI

En M€



Les autres dépenses augmentent de +2,6 M€ (dont -10,4 M€ d'effet pandémie net), les principales évolutions concernent :

- -0,6 M€ de subvention employeur (reprise partielle restauration d'entreprise)
- +1,3 M€ de personnel extérieur (dépenses exceptionnelles d'intérim en 2020 pour faire face aux retards accumulés et de mises à disposition)
- -1,9 M€ de formation (effet pandémie par annulation ou report de formation et réforme de l'apprentissage)
- +4,0 M€ de fonctionnement SI (la forte augmentation des dépenses d'investissement se traduit par une hausse des dépenses de fonctionnement. La réduction des dépenses tendancielle de fonctionnement se poursuit mais ne suffit plus à compenser les augmentations de périmètre du SI)
- -0,6 M€ de moyens immobiliers (effet sur les loyers et charges locatives)
- -12,8 M€ de moyens logistiques (effet pandémie net de -12,1 M€ et effort de dématérialisation sur l'affranchissement routage)
- +1,4 M€ de prestations intellectuelles (hors loi Pacte de +0,5 M€)
- +3,7 M€ d'autres services extérieurs (hausse de la communication en lien avec le plan de relance pour donner une visibilité de la CDC et diminution des CICAS)
- +7,7 M€ d'impôts et taxes (redevance ACPR)

[🐦](#) | [in](#) | [📺](#) | [f](#)